Communiqué de presse

Transport nucléaire : action illégale de policiers français en Allemagne

jeudi 11 novembre 2010, par Sortir du nucléaire (Date de rédaction antérieure : 11 novembre 2010).

Dimanche 7 novembre, lors d'une manifestation antinucléaire le long de la voie ferrée reliant Göhrdre à Karwitz en Allemagne, on a relevé la présence de policiers français aux côtés de leurs homologues allemands.

Etaient-ils là en qualité d'observateurs ? A l'évidence non, puisque certains d'entre eux ont été vus en train de brutaliser des manifestants antinucléaires opposés au stockage de déchets hautement radioactifs sur le site de Gorleben. Ou alors, peut-être ont-ils une bien curieuse interprétation du rôle d'observateurs.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » vient de se procurer photos et témoignage de ces brutalités : http://groupes.sortirdunucleaire.org/blogs/train-d-enfer-transport-la-hague/article/photos-de-martin-burgdorff

Après avoir réprimé violemment différentes manifestations pacifiques tout le long du transport de déchets nucléaires en France, et en particulier à Caen (Calvados), la violence de certains policiers français a donc continué en Allemagne, à plus de 500 kilomètres de nos frontières.

En Allemagne comme en France, l'état policier se fait l'auxiliaire de l'industrie nucléaire, au mépris des populations, de la santé, de l'environnement et des droits fondamentaux.

Au delà de la violence pratiquée qui semble devenir monnaie courante pour les forces de l'ordre, on peut se poser la question de la légitimité et même de la légalité de leur présence.

A quel titre sont-elles là ? Et qui paie la facture ? Le contribuable français ?

Un porte-parole du ministère de l'intérieur allemand interrogé par les journalistes allemands a déclaré : « Nous n'avons pas demandé de fonctionnaires français donc il n'y avait pas d'intervention de policiers français ». Plus tard, il a relativisé sa déclaration et expliqué qu'il n'était pas au courant d'une telle intervention.

Selon le député allemand Hans-Christian Stroebele, et le journal TAZ (*) : « Les policiers étrangers n'ont pas le droit d'intervenir en Allemagne ». En effet, ils peuvent au plus avoir un rôle d'observateurs. Par contre s'ils sont actifs et utilisent à cette occasion la violence, il s'agit d'une violation de la loi sur les armes.

Le député ajoute que les policiers allemands présents auraient dû empêcher l'intervention de leurs homologues français. (*)

Le Réseau « Sortir du nucléaire » condamne la répression policière et demande au ministre de l'Intérieur que toute la lumière soit faite sur ces événements. Loin de nous faire taire, la violence

policière renforce nos convictions : le nucléaire n’a pas sa place dans une démocratie.

Contacts presse :
– François Mativet : 06 03 92 20 13
– Jean-Yvon Landrac : 06 87 30 41 10

(*) http://www.taz.de/1/zukunft/schwerpunkt-anti-akw/artikel/1/illegaler-einsatz-im-wendland/